

PASICRISIE LUXEMBOURGEOISE

N° 1/2021

TABLE DES MATIERES

DOCTRINE

L'exception d'illégalité des actes administratifs individuels devant le juge judiciaire (à l'épreuve du droit processuel)

par Vincent Bolard, Avocat à la Cour, Docteur en droit, Chargé de cours associé à l'Université du Luxembourg, et
Séverine Menétrey, Professeure à l'Université du Luxembourg

1

JURISPRUDENCE

Constitution

Egalité devant la loi – Mise en œuvre – Condition – Comparabilité des catégories – Const., art. 10*bis*.

109

Contrats et conventions

- 1° Condition suspensive – Existence du contrat dès sa formation – Obligation de loyauté – Défaillance de la condition – Caducité – Différence avec la nullité – Absence d'effet rétroactif – Défaillance fautivement provoquée – Condition réputée accomplie – Sanctions subordonnées à une décision de justice – C. civ., art. 1134 al. 3 et 1178.
- 2° Résolution – Principe – Décision de justice – Exceptions – Clause résolutoire – Résolution unilatérale – Contrôle judiciaire a posteriori – C. civ., art. 1184.
- 3° Terme – Prorogation – Condition – Accord antérieur à l'arrivée du terme – C. civ., art. 1185.
- 4° Clause pénale compensatoire – Efficacité non affectée par la résolution du contrat – C. civ., art. 1226.

59

59

59

59

Droit pénal

Droit pénal spécial – Grivèlerie de carburants – Abrogation – Dépénalisation (non) – Qualification en vol – C. pén., art. 461 et 491.

42

Exequatur

- 1° Sentence arbitrale étrangère – Applicabilité de la Convention de New York pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères – Conséquence – Non-application de l'article 1251 du Nouveau Code de procédure civile – NCPC, art. 1251.

94

- 2° Sentence arbitrale étrangère – Motif de refus – Contrariété à l'ordre public de l'État requis – Preuve d'une atteinte à un principe fondamental – Absence de refus d'exequatur ou de reconnaissance pour une erreur de fait ou de droit commise par le tribunal arbitral – Convention de New York de 1958 pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères, art. V. 94

Faillite

- Curateur – Missions – Double casquette – Curateur venant aux droits de la masse ou aux droits du failli – Cession d'actions de la société en faillite – Qualité de tiers – C. com., art. 452. 71

Fonds et véhicules d'investissement

- 1° SICAR – Pouvoir de surveillance de la CSSF – Etendue – Retrait d'agrément – Liquidation – Loi du 15 juin 2004, art. 3, 11, 12, 13 et 19. 39
- 2° SICAR – Liquidation – Caractère dérogoire des dispositions de la loi du 15 juin 2004 – Application des dispositions de la loi du 10 août 2015 relatives à la liquidation (non) – Loi du 15 juin 2004, art. 3 et 19; Loi du 10 août 1915, art. 1200-1. 39

Hypothèques

- 1° Hypothèque conventionnelle – Caractère accessoire – Subordination à l'existence d'une créance garantie valable – Extinction de la créance garantie – Conséquence – Radiation de l'hypothèque – Application – Résolution de la convention – Anéantissement rétroactif de l'obligation garantie – C. civ., art. 2114, 2160 et 2180. 45
- 2° Hypothèque conventionnelle – Principe de la spécialité – Portée – Immeubles déterminés et créances spécifiées – Sanction – Nullité relative – C. civ., art. 2132. 45

Notaire

- 1° Responsabilité civile – Double fonction – Dualité de responsabilités – C. civ., art. 1382 et 1147. 78
- 2° Responsabilité civile délictuelle – Obligations professionnelles participant de la fonction d'officier public – Obligation de conseil – Prolongements de l'acte instrumenté – Transfert du prix de vente – C. civ., art. 1382. 78
- 3° Responsabilité civile délictuelle – Faute – Manquement à l'obligation de conseil – Appréciation in abstracto – Charge de la preuve – Vente – Obligation de s'assurer du paiement du prix – C. civ., art. 1382. 78

Procédure civile et commerciale

- Demande de surséance à statuer – Pouvoir discrétionnaire du juge – NCPC, art. 52. 45

Procédure pénale

- 1° Jugement de débouté d'opposition – Appel – Etendue – Appel s'étendant au jugement par défaut antérieur – C. proc. pén., art. 188, al. 3. 42
- 2° Procès équitable – Impartialité du juge – Droit fondamental – Loi du 7 mars 1980, art. 112; Conv. eur. des droits de l'Homme, art. 6. 86

3° Procès équitable – Impartialité du juge – Interruption du prévenu par le président du tribunal – Raison – Limitation des débats aux infractions reprochées – Violation (non) – Loi du 7 mars 1980, art. 112 ; Conv. eur. des droits de l’Homme, art. 6.	86
4° Procès équitable – Impartialité du juge – Termes déplacés utilisés par les juges pour décrire l’attitude du prévenu à l’audience – Violation (non) – Loi du 7 mars 1980, art. 112, Conv. eur. des droits de l’Homme, art. 6.	86
5° Appel – Jugement avant dire droit – Recevabilité – Application des règles de la procédure civile – NCPC, art. 579 et 580.	102
6° Appel – Jugement avant dire droit – Jugement qui tranche le principal – Définition – Jugement statuant sur la culpabilité du prévenu et sur les sanctions – NCPC, art. 579 et 580.	102
7° Appel – Jugement avant dire droit – Rejet d’un moyen de nullité relatif à une enquête policière – Recevabilité (non) – NCPC, art. 579 et 580.	102

Régimes matrimoniaux

Dissolution – Partage de la communauté – Construction érigée sur un terrain propre au moyen de fonds communs – Fonds communs provenant d’un prêt contracté ensemble par les époux – Détermination du caractère propre ou commun de l’immeuble – Incidence du remboursement du prêt (non) – C. civ., art. 1406, al. 2.	37
---	----

Sociétés commerciales

Actions nominatives – Propriété – Registre des actions nominatives – Transfert – Preuve – Régime particulier – Actions non entièrement libérées – Opposabilité aux tiers – Publication de la situation du capital social – C. civ., art. 1690 ; Loi du 10 août 1915, art. 420-13, 430-3, 430-4, 430-12 et 430-13.	71
---	----

Travail

1° Délégué du personnel – Licenciement – Protection spéciale – Exception – Fermeture d’entreprise – Notion – Fermeture d’une succursale – C. trav., art. L. 415-10 (2) et (3).	53
2° Contrat à durée déterminée – Clause d’essai – Grossesse – Effets – Protection contre le licenciement – Contrat prenant fin à l’échéance du terme initialement prévu – Suspension de la clause d’essai (non) – Violation du principe d’égalité devant la loi (non) – C. trav., art. L. 121-5 (4), L. 337-1 (1), L. 337-2 et L. 337-3 ; Const., art. 10 <i>bis</i> .	109